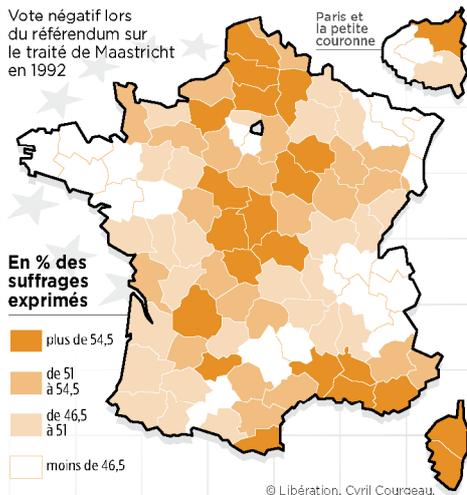


Le non à Maastricht

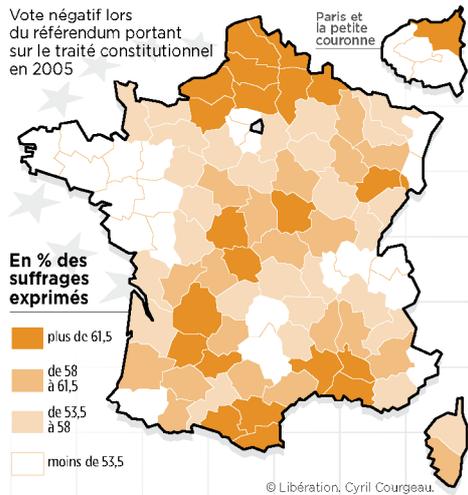
Vote négatif lors du référendum sur le traité de Maastricht en 1992



Les scores du non sont représentés en quatre classes ayant à peu près le même nombre de départements, de manière à favoriser les comparaisons entre cartes. Le non l'emporte plus nettement dans les trois pôles traditionnels du vote communiste.

Le non au traité constitutionnel

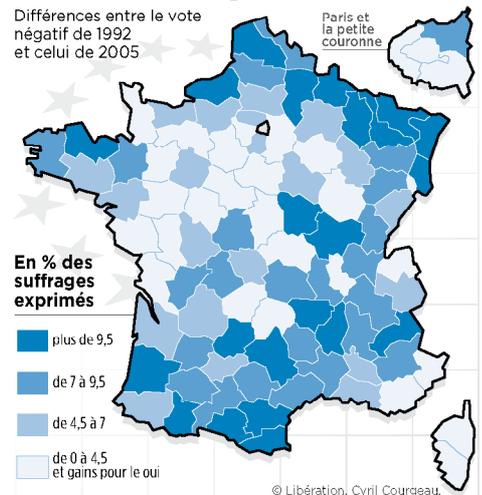
Vote négatif lors du référendum portant sur le traité constitutionnel en 2005



Malgré le changement important des préférences partisanes, la géographie du référendum reste proche de celle Maastricht et même des votes plus anciens, de 1969, qui entraîna le départ de De Gaulle, et de 1972, sur l'entrée de la Grande-Bretagne.

1992-2005, les gains du non

Différences entre le vote négatif de 1992 et celui de 2005



A l'exception de la Bretagne, les plus fortes progressions du non se produisent dans les régions où le Front national recueille ses meilleurs scores. Insensiblement, la carte des votes protestataires, calquée sur le PC, agglomère l'extrême droite.

Une France

Un démographe et un géographe décryptent les résultats du référendum au plus près. Quand les cartes dévoilent les territoires du non. sur la défensive

Comment diantre distinguer un bulletin non de gauche d'un bulletin non d'extrême droite? Avec des cartes, pardi! Si les votes de l'extrême droite l'avaient emporté, la distribution géographique des non serait proche de celle des votes FN en 2002: les frontières nord-est, est et les côtes de la Méditerranée. Si le non de gauche domine, on doit au contraire retrouver la géographie des grandes élections de gauche, législatives de 1978, présidentielles de 1981 et 1988: les bons scores se situaient au centre de la France en arc de cercle, de la Nièvre à la Dordogne, au nord et au sud avec un poids plus fort au sud-

La carte des résultats du référendum donne un verdict clair: le non au scrutin de dimanche épouse la géographie de la gauche, pas celle de l'extrême droite.

ouest. La carte des résultats du référendum donne un verdict clair: le non de 2005 épouse la géographie de la gauche, pas celle de l'extrême droite. C'est une donnée importante. On doit alors prêter l'oreille aux justifications de gauche et non à celles de l'extrême droite. Le non ne signifie donc pas le repli sur un nationalisme étroitement hexagonal mais l'espoir d'une construction politique plus généreuse, plus sociale et peut-être plus vaste de l'Europe. D'ailleurs, le FN, qu'on a peu entendu durant la campagne, est plutôt mal à l'aise avec l'Europe. Depuis longtemps il préfère les étrangers européens à ceux qu'il a nommés les «ENE», étrangers non européens. Il compte dans ses rangs les chantres les plus exaltés des Indo-Européens et de leurs mythiques

ancêtres les Aryens. Hitler ne voulait-il pas réaliser à son profit l'unité de l'Europe? A l'opposé, nul ne contestera l'internationalisme de la gauche avec son souci d'aider de façon désintéressée l'humanité entière ainsi que son engagement proeuropéen que les socialistes du non, Fabius en tête, appellent à tout propos.

Antiliétisme. Tout est donc pour le mieux, à ceci près que d'inquiétantes convergences se profilent dans le chaudron du non. Trois d'entre elles peuvent être soulignées. D'abord, comme on le verra sur les cartes des deux pages suivantes, le non est d'autant plus fort que la commune a une petite population: 60% au-dessous de 1000 habitants, 56,3% de 1000 à 10000 habitants, 52% de 10000 à 250000, moins de 50% au-dessus de 250000 habitants. Les non n'ont pas seulement peur de la grande Europe. Ils se méfient des grandes villes. Le ruralisme est rarement un signe d'audace politique. Villiers rejoint les paysans rouges.

Le second symptôme est la montée du nationalisme, insidieusement à gauche, ouvertement à l'extrême droite. Prétendre que les 24 autres pays européens vont renégocier saisis d'admiration devant le courage français et éblouis par notre intelligence politique, c'est se valoriser et dévaloriser les autres. Sans que l'on y prenne garde, les affaires du voile, les campagnes contre la mondialisation, ont nourri le nationalisme en insistant sur notre identité nationale.

Le troisième élément de convergence entre les partisans du non est l'antiétisme. Il se reflète bien dans la fréquence



Hervé Le Bras est démographe et directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et à l'Ined. Dernier ouvrage paru: *La Démographie* (O. Jacob, 2005)



Jacques Lévy est géographe et enseignant à l'École polytechnique de Lausanne. Dernier ouvrage paru: *Les Sens du mouvement* (avec S. Allemand et F. Ascher, Belin, 2004).

du non selon le diplôme: 77% chez les sans-diplôme, 65% pour les diplômés inférieurs au bac, 44% pour les diplômés universitaires. A gauche, existe un anticapitalisme stigmatisant les profits des industriels et des patrons de la finance et du commerce au moment même où ils licencient et délocalisent. A l'extrême droite, on cultive une haine de l'intellectuel dit de gauche. Ces deux attitudes fusionnent dans le non.

Malaises. Un exemple a été fourni par la virulence avec laquelle les partisans du non ont attaqué les médias auxquels ils reprochaient une préférence tendancieuse pour le oui. Imposer une égalité de traitement aux deux opinions (et non aux partis comme la loi le prescrit) fait peser une menace sur la liberté d'expression: faudra-t-il sur tous les sujets de désaccord considérer que les deux opinions opposées ont droit au même traitement?

L'évolution du vote, de Maastricht en 1992 à dimanche dernier, montre la convergence en cours. Certes, la géographie du non actuel reste proche de celle de Maastricht, mais un glissement assez net s'est produit, comme on le constate sur la troisième carte (page suivante, en bas). A part la Bretagne où la chute du oui tient au très haut niveau qu'il atteignait en 1992, les autres décrochages dessinent assez bien la zone où l'extrême droite est bien implantée. On voit en page E4 que ce glissement correspond à une accumulation locale de malaises sociaux. Le thème de la faiblesse des références sociales dans la Constitution a fourni un élément fédérateur aux diverses composantes du non. L'intensité de la campagne souvent soulignée et louée a aussi été l'occasion de fa-

briquer des termes communs. On vient de le constater pour l'antiétisme et pour le social dans la Constitution.

Un exemple encore plus précis est fourni par le traitement de la question turque. On a noté plus haut les réticences du FN à critiquer les Européens. En insistant sur l'entrée de la Turquie, Villiers permet au FN d'exercer sa xénophobie contre l'Union européenne. Cette dernière n'est plus l'Europe blanche des seigneurs chrétiens, mais un fourre-tout avec une masse musulmane menaçante. La Turquie fournit ainsi une passerelle rapprochant la droite catholique du non et le FN sur un même thème.

Barricader. Un élément, qui sépare nettement les partisans du oui et du non, résume leur opposition: dans le sondage réalisé le lendemain du vote et publié hier dans *Libération* (en page 8), la question qui distinguait le mieux les partisans du oui était leur motivation à «donner plus d'influence à l'Europe dans le monde» que 59% citaient. Aucune motivation ne dépassait 38% du côté du non. En revanche, 67% d'entre eux pensaient qu'il y avait «trop d'étrangers en France». (41% seulement à gauche). Ces deux énoncés assez voisins dénotent des attitudes radicalement opposées. Les partisans du oui savent que le monde extérieur n'est pas facile, mais ils veulent se donner les moyens de l'affronter avec l'Europe réelle. Les partisans du non, au contraire, ont tendance à penser que l'extérieur les a déjà envahis et qu'il ne leur reste qu'à se barricader pour le contenir. Offensive contre défensive, attitude active contre attitude passive. ◀

HERVÉ LE BRAS

Centre-ville, cœur d'Europe

Le vote urbain, majoritairement en faveur du traité constitutionnel, a exprimé la capacité des villes à assumer leur cosmopolitisme quand, ailleurs, on le redoute.

Il peut être tentant de lire le vote du 29 mai comme une simple expression d'un clivage entre groupes socio-économiques ou socio-politiques élémentaires. L'analyse géographique de cet événement permet de mieux articuler l'espace du comportement politique et l'espace des enjeux. Les cartes de ce dossier permettent de montrer que la dimension spatiale du vote est présente à la fois dans la distribution géographique du choix et dans les enjeux du scrutin.

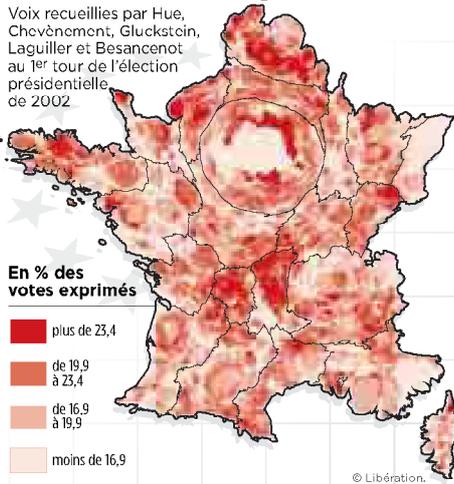
Une urbanité cosmopolite au secours de l'Europe

La lecture de la carte rend visible l'importance des clivages liés aux différences de localisation au sein du monde urbain, appelés «gradients d'urbanité». L'enjeu européen, aujourd'hui comme en 1992, tend en effet à engendrer de nouvelles lignes de clivage, très marquées, mais substantiellement différentes de celles qui ont correspondu au clivage gauche/droite durant des décennies. J'avais parlé au moment de la ratification du traité de Maastricht, en 1992, dans *Libération*, d'un «nouvel espace légitime». Celui-ci était alors, de justesse, majoritaire. Il ne l'a pas été dimanche dernier, mais cela ne change pas pour autant fondamentalement sa composition ni sa configuration. Simplement, cet espace légitime s'est recentré sur les villes.

Il y a pourtant une différence entre ces deux types de logiques. En 1992, la force du oui provenait de deux sources distinctes. L'une était le monde des villes, l'autre celui de régions en quête d'autonomie vis-à-vis de l'Etat centralisateur français. En 2005, cette seconde composante apparaît très affaiblie. Comme le montre la comparaison avec le référendum de 1992 sur le traité de Maastricht (voir carte ci-contre), ces régions (Bretagne, Alsace, notamment) voient leur soutien à l'Europe s'éroder nettement. Le oui breton perd ainsi 9 points, le oui alsacien plus de 12. Sur la même carte, on discerne quelques aires non métropolitaines où le oui a progressé. C'est, pour une part, des régions où des conservateurs de tradition cléricale, mais sans revendication régionaliste

Les tribunitiens de gauche

Voix recueillies par Hue, Chevènement, Gluckstein, Laguiller et Besancenot au 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2002



Le vote des partis protestataires de gauche rassemble les votes de l'extrême gauche, plutôt situés dans les marges urbaines, tandis que les électeurs de Marie-George Buffet et de Jean-Pierre Chevènement sont répartis dans l'ensemble des aires urbaines.

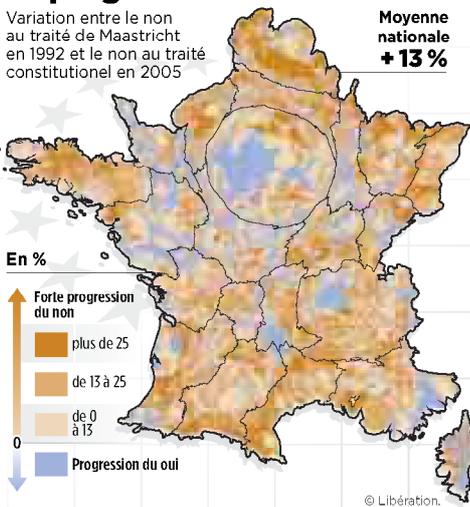
(Cotentin, Maine, Mayes, Vendée, Cantal) ont pu davantage se retrouver dans un vote appelé par un gouvernement de droite. Les clivages socio-économiques ont donc en partie pris la place des demandes régionales.

En revanche, la même comparaison entre 1992 et 2005 montre un renforcement du oui urbain. La grande majorité

des grandes villes a voté oui. Même quand ce n'est pas le cas, les communes-centres des grandes villes, à de très rares exceptions près, votent davantage oui que leur environnement. Lille et Montpellier basculent vers le non, mais bien moins que leurs périphéries, qui se radicalisent dans le refus. Marseille et, dans une moindre mesure, Toulon et

La progression du non

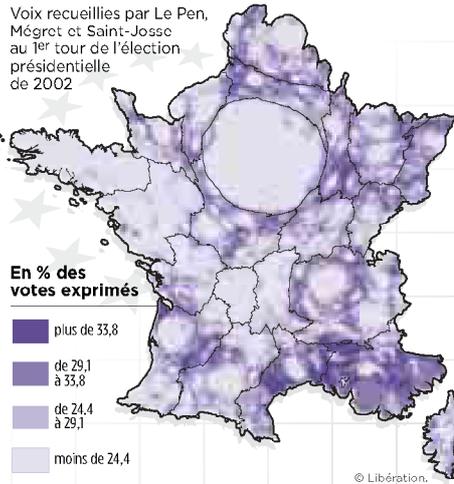
Variation entre le non au traité de Maastricht en 1992 et le non au traité constitutionnel en 2005



Entre le référendum sur la ratification du traité de Maastricht, en 1992, et celui sur le traité constitutionnel, le oui a reculé en Bretagne et bien résisté dans les villes et dans quelques zones de tradition chrétienne.

Les tribunitiens de droite

Voix recueillies par Le Pen, Mégret et Saint-Josse au 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2002



Les votes d'extrême droite, pour la présidentielle de 2002, se sont localisés préférentiellement dans les marges des villes.

Nice, restent les exceptions qui confirment la règle. Et Aix-en-Provence apparaît une fois de plus comme le centre extérieur d'une aire urbaine élargie.

La comparaison entre ce référendum et l'élection présidentielle de 2002 montre des ressemblances significatives. On retrouve dans une large mesure la carte du non dans la distribution du vote pour les partis tribunitiens de gauche et de droite de 2002. La correspondance n'est pas parfaite dans la mesure où le clivage de «classe» est ici plus marqué et crée un contraste significatif entre les banlieues populaires et les banlieues aisées. Cependant, le gradient centre-périphérie reste lisible un peu partout, faisant monter le non à mesure qu'on s'éloigne du centre-ville, notamment dans le Languedoc-Roussillon, en Auvergne, en Aquitaine, en Bourgogne et en Lorraine.

Si l'on affine cette analyse en tenant compte de la tonalité sociologique des quartiers, on constate que les gradients d'urbanité jouent massivement. Ainsi, un même type de quartier vote davantage oui s'il est central que s'il est périphérique.

Les centres des grandes villes ont souvent vu le oui se renforcer depuis 1992. Dans le cas de Paris, c'est spectaculaire. On a

revanche pas démentie. Elle invite à une vision encore plus dramatique de la situation politique actuelle: seule une partie du monde ouvrier s'est mobilisée. Le reste demeure à l'écart.

Quant au contenu du vote, selon les classements des votes – par catégories professionnelles habituelles – reconstitués par les sondages «sorties des urnes» ou les enquêtes postélectorales, on observe une réelle stabilité entre 1992 et 2005, avec un engagement massif pour le oui des catégories intellectuelles supérieures et une baisse à mesure que l'on touche des groupes sociaux moins dotés en «capital social». On note aussi que les détenteurs de seul capital économique (commerçants, artisans, chefs d'entreprise) ont, dans une proportion variable selon les enquêtes, moins voté oui que le groupe comprenant les cadres salariés, les universitaires, les journalistes et les artistes.

Cependant, toutes les catégories, y compris les «cadres et professions intellectuelles supérieures», ont vu leur soutien à l'Europe s'effriter entre 1992 et 2005. Comment dès lors expliquer le renforcement du oui dans les grandes villes?

L'exemple parisien permet d'éclairer le problème.

Dans l'ensemble, comme le montre la carte de l'Île-de-France (page suivante) et de ses franges, les résultats sont ici extraordinairement contrastés. On y trouve à la fois des sommets du oui et du non. Le clivage socio-politique activé par certaines lectures de la Constitution explique en partie ces contrastes. Ainsi la mobilisation du «quadrant

même pu observer, durant les derniers jours de la campagne électorale, un mouvement populaire de mobilisation

On peut lire le choix du non comme l'affirmation de l'échelon national contre tous les autres. Un choix commun à tous les nonistes.

pour le oui, qui s'est traduit par un taux de participation spectaculaire (plus de 75%) et a eu pour effet, comme le montre la carte (page suivante, à droite), d'inverser l'opposition classique entre ville abstentionniste et campagne «civique», qui se maintient ailleurs. L'opposition, qui s'est plus récemment installée et montre les tendances à l'autoexclusion de la vie politique active des couches populaires, ne s'est en

Des cartogrammes pour lire l'espace

Sur les cartogrammes de cette double page, chaque commune est représentée avec une surface proportionnelle à son nombre d'habitants. Ils permettent de rendre plus intelligible la répartition de la population et de donner aux villes et aux espaces densément peuplés toute leur place. Lors d'un référendum, où chaque électeur a le même poids électoral, les cartogrammes rendent visible l'ensemble de la population française. Les logiques résultant des mouvements complexes de l'urbanisation révèlent l'importance de la dimension spatiale de notre société. Ces cartes innovantes ont été produites par l'équipe de recherche VilleEurope (Dominique Andrieu: MSH villes et territoires, université de Tours; Jacques Lévy, Boris Beaudé: Chôros, EPFL, Lausanne).

nord-est» en faveur du non active une lecture de l'espace urbain francilien privilégiant les secteurs angulaires. Dans le nord-est, le non massif dans les communes de tradition ouvrière lui assure un beau résultat en Seine-Saint-Denis (61,52%). Inversement, la mobilisation des électeurs orientés à droite, comme on le voit dans un axe sud-ouest allant de l'ouest de Paris à l'ouest des Yvelines, en passant par le centre des Hauts-de-Seine, permet un regain du oui. Mais, dans des zones plus mixtes, sur un axe partant du centre vers l'est, la différence entre Paris (oui à 66,45%), le Val-de-Marne (oui et non au coude à coude) et la Seine-et-Marne (non à 55,20%) est nette. Si l'on prend le cas de Paris, le oui y a progressé d'un peu plus d'un point. Or, les arrondissements sociologiquement mélangés, comme ceux du centre et du centre-est, ont fourni au oui des résultats sans équivoque: 72,38% dans le III^e, 62,99% dans le XI^e. Ce sont aussi des zones où Bertrand Delanoë avait obtenu d'excellents résultats lors de l'élection municipale de 2001. D'ailleurs, tous les arrondissements parisiens ont voté oui, y compris les plus populaires. Ainsi, la spécificité de la société parisienne, où les ouvriers ne sont pas les mêmes ouvriers, les cadres, pas les mêmes cadres qu'ailleurs, se confirme.

Plus généralement, les centres des grandes villes françaises ont projeté sur la scène politique leur identité politique, assumant au sens étymologique leur cosmopolitisme («ville-monde»). Contrairement à la France du non, menacée et menaçante, la citoyenneté assumée c'est l'exposition confiante à toutes sortes d'altérités. L'Europe en fait partie. L'urbanité s'est logiquement affirmée, le 29 mai, comme un ressortit un recours pour leur européenité.

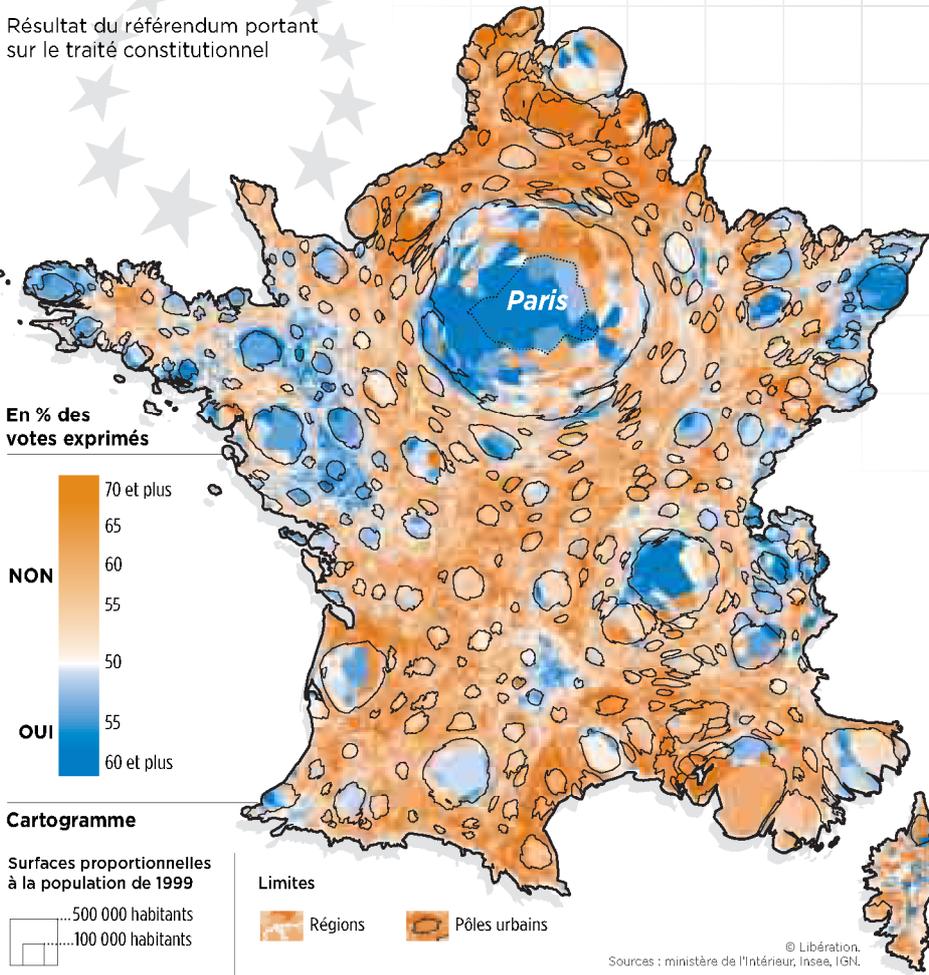
Les combattants de l'échelle unique

Le rapport à la ville, loin d'être seulement un phénomène local, ouvre sur de multiples échelles. C'est ici qu'on rejoint l'espace des enjeux du vote. On a dit un peu vite, sans doute, que le référendum avait détourné la question européenne vers des sujets de politique intérieure. En fait, on peut lire le choix du non comme l'affirmation de l'échelon national contre tous les autres. Ce choix de l'échelle unique est commun aux différentes variétés d'opposants à la Constitution. Leur logique est bien l'antithèse de celle de l'urbanité.

Il ne faut pas sous-estimer à cet égard la convergence idéologique des partisans du non. Le non, de «gauche» ou d'ex-

Le référendum de 2005

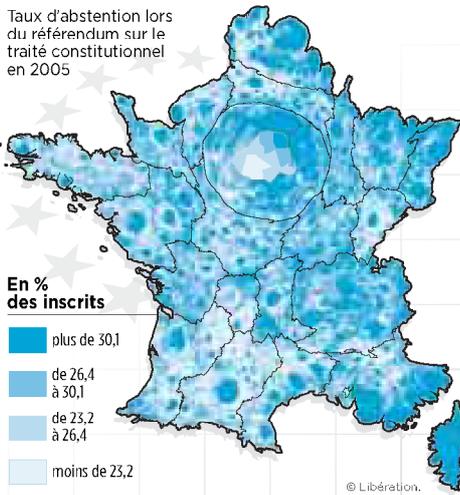
Résultat du référendum portant sur le traité constitutionnel



Les points forts du soutien à la Constitution se trouvent dans l'Ouest, en Alsace et dans la région Rhône-Alpes, mais ce sont surtout les zones centrales des grandes agglomérations qui constituent le cœur de l'espace du oui au traité constitutionnel.

L'abstention en 2005

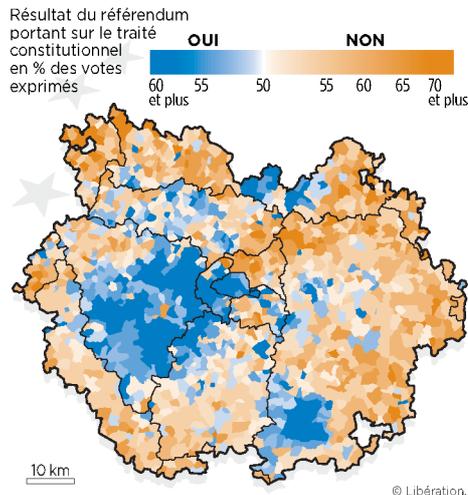
Taux d'abstention lors du référendum sur le traité constitutionnel en 2005



L'abstention est classiquement plus faible dans les zones les moins urbanisées. Avec seulement 24,9% d'abstention, contre 30,3% à l'échelle nationale, Paris fait exception.

L'aire urbaine de Paris

Résultat du référendum portant sur le traité constitutionnel en % des votes exprimés



L'aire métropolitaine de Paris offre un paysage contrasté qui combine des gradations centre-périphérie et une structure sectorielle opposant le sud-ouest au nord-est.

trême droite, contient une incontestable composante nationaliste, à la fois sous la forme d'un protectionnisme commercial, relancé à propos des services par la directive Bolkestein, et d'un refus de la libre circulation. La thématique du «plombier polonais» donne une nouvelle dimension au rejet des étrangers, qui est commune aux électeurs du non. On retrouve une posture classique dans la gauche française: l'«internationalisme» s'applique aux pays du «Sud» et même préférentiellement à l'ex-Empire français, mais pas aux Européens. Cette distinction n'est pas nouvelle mais elle prend un sens plus clair lorsque les périphéries européennes deviennent partie prenante de l'UE. Les pays de la «cohésion» (Espagne, Portugal, Grèce, Irlande) constituent un bel exemple de solidarité efficace mais les antieuropéens d'extrême gauche ou d'extrême droite n'y voient pas une évolution positive préfigurant le futur de l'Europe de l'Est. Ils se détournent de ces preuves vivantes d'une Europe qui n'est pourtant pas «libérale», puisqu'elle a mené dans ces pays des politiques publiques volontaires.

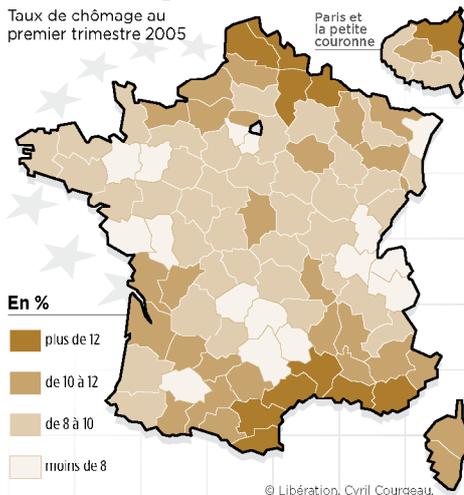
Dans la convergence du non, il y a donc à la fois une manière simplificatrice de faire de la politique et une rencontre sur un certain nombre de valeurs, qu'on peut résumer dans le credo de l'«échelle unique». L'«acte II» de la décentralisation, en 2003 et pour la première fois, fait descendre des gens dans la rue pour défendre le centralisme. Par ailleurs, on sait que les «altermondialistes» à la française (tels que *le Monde diplomatique* ou *Attac* les représentent) cherchent sur chaque dossier à montrer que les choses iraient mieux si les Etats nationaux gardaient leurs prérogatives. Les alter-(européens, mondialistes, décentralisateurs) sont d'abord des anti-. Ils se disent convaincus que toute atteinte à la souveraineté nationale menace aussi les «acquis sociaux».

Il ne faut pas surestimer la durée de vie d'une configuration où extrême gauche et extrême droite polarisent le débat public. Le 29 mai a fourni une occasion qui ne préjuge pas de la suite. Il n'est pas sans signification, cependant, qu'une majorité ait pu être réunie sur une thématique de ce type. Le fil conducteur, c'est une mobilisation exclusive pour la défense d'un Etat à la fois social, politique et géopolitique. Pas plus que la ville, l'Europe, cristallisation des haines géographiques, n'est là par hasard. Echelle unique, échelle ouverte: beaucoup se joue et se jouera sur ce choix. ◀

JACQUES LÉVY

Le chômage en 2005

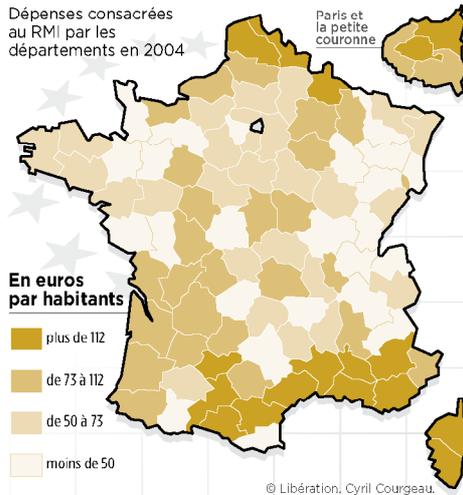
Taux de chômage au premier trimestre 2005



Le chômage est plus important à l'extrême nord et à l'extrême sud. Cette situation n'est pas récente et elle a tendance à empirer. Le chômage est un ferment de déstabilisation sociale. Les quatre autres cartes de cette page lui sont reliées.

Le poids du RMI

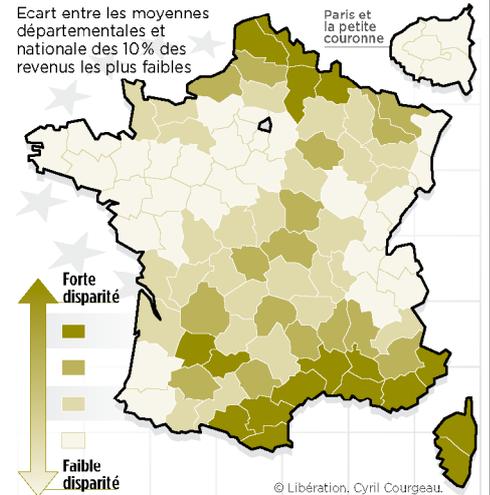
Dépenses consacrées au RMI par les départements en 2004



Le RMI est maintenant à la charge des départements. Cette carte montre la charge que le RMI représente pour les habitants de chaque département. Elle montre qu'il n'est pas seulement un malheur personnel et familial mais celui d'une communauté.

La disparité entre les bas revenus

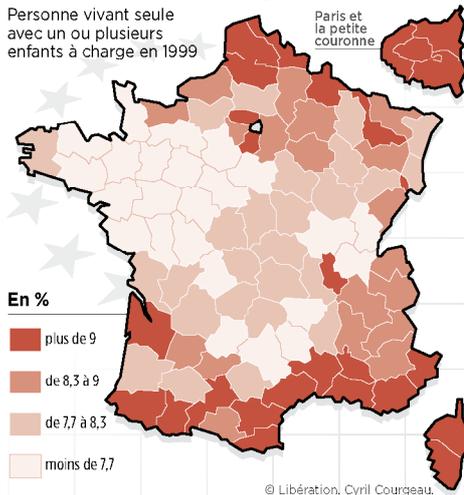
Ecart entre les moyennes départementales et nationale des 10% des revenus les plus faibles



La répartition des revenus moyens est tirée vers le haut par la proportion de forts revenus. Ici on a préféré montrer les revenus des plus pauvres, de ceux qui constituent en grande partie les exclus. Ils sont plus nombreux là où le chômage est plus élevé.

Les familles monoparentales

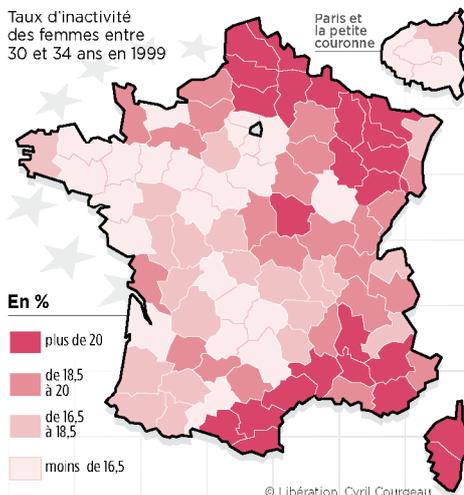
Personne vivant seule avec un ou plusieurs enfants à charge en 1999



Les familles monoparentales sont constituées d'un ou plusieurs enfants vivant avec leur père ou leur mère. Elles sont plus nombreuses là où le chômage a brisé des couples.

Les femmes sans activité

Taux d'inactivité des femmes entre 30 et 34 ans en 1999



L'activité féminine passe par un maximum vers 30 ans. Le fort chômage décourage l'activité féminine, accroissant l'écart entre hommes et femmes.

Le non n'est ni de gauche ni de droite, il est précaire

La carte électorale droite/gauche est connue et stable. Mais avec ce référendum, la carte du non se superpose à celle de la pauvreté.

Traditionnellement, la carte politique française ne coïncide pas avec la carte sociale. Des régions ouvrières – l'Alsace, la Savoie, le bocage normand – votent à droite, des régions de petite propriété paysanne – le Limousin, la Gascogne – votent à gauche. D'autres régions se conforment aux attentes des sociologues politiques: le Nord est de gauche et ouvrier, le sud du Massif central est de droite et rural.

Cette indépendance relative du social et du politique est menacée par l'ampleur de la crise économique et de ses conséquences sociales. La disproportion entre l'horizon lointain optimiste de la Constitution européenne et l'horizon proche menaçant auquel sont confrontés des travailleurs précaires, entre l'espace de plus en plus étendu de l'Union et le monde rétréci où les plus pauvres essaient de survivre, a créé un arc électrique entre le non et les régions françaises qui vont le plus mal. Quatorze des seize départements qui ont le plus fort pourcentage de non se trouvent en effet à la frontière nord-est et en bordure de la Méditerranée, les deux zones les plus fragilisées. Irruption des problèmes locaux et de la politique intérieure dans une question qui ne les concernait guère et se jouait à une autre échelle, a-t-on accusé. Mais comment demander à des personnes en situation précaire de se projeter dans un avenir beaucoup plus éloigné que celui qu'elles visent pour leur simple survie?

Survie. A l'arène des difficultés, on retrouve le chômage. Il est nettement plus important dans le Nord et dans les départements méditerranéens. Il l'était déjà il y a vingt ans, mais tandis que d'autres régions ont résisté – et parfois amélioré leur position (l'arc Atlan-

tique et le Centre) –, la crise est devenue endémique. Elle rejaillit sur l'emploi féminin, le premier menacé quand le chômage s'étend. Dans le Sud et le Nord, l'activité féminine était depuis longtemps plus faible pour des raisons culturelles, ce qui renforce la sous-activité actuelle mesurée dans la classe d'âge 30-34 ans, la plus engagée dans l'emploi: au sud et au nord, un quart des femmes restent en dehors du marché du travail, deux fois plus que dans les régions plus favorisées. Écartées du marché du travail, certaines jeunes femmes se tournent vers la construction d'une famille pour manifester leur appartenance au monde adulte. C'est une attitude que l'on rencontre fréquemment dans les milieux les plus pauvres des pays anglo-saxons,

Quatorze des seize départements qui ont le plus fort pourcentage de non se trouvent à la frontière nord-est et en bordure de la Méditerranée, les deux zones les plus fragilisées.

notamment, sous la forme de *teenager pregnancies*, les maternités d'adolescentes. Sans que le phénomène prenne la même ampleur en France, il en résulte cependant une proportion nettement plus nombreuse de personnes vivant dans une famille monoparentale. Le chômage agit aussi en ce sens, en augmentant le risque de divorce.

Chômage, plus faible activité féminine, familles monoparentales, les conséquences ne sont pas difficiles à deviner: pauvreté et RMI (revenu minimum d'insertion). Effectivement, les départements où la charge du RMI par habitant est la plus élevée se situent au nord et sur les rivages de Sud-Est. La pauvreté est la conséquence de cet état de fait, et le prolonge. On l'a mesurée (ci-dessus à droite) en considérant la distribution des revenus par département: on calcule la moyenne

des 10% des revenus les plus faibles. Le thème de la fracture sociale a été à la mode, puis celui de la société d'en haut et d'en bas. S'y ajoute une fracture territoriale. Chacune des cinq cartes pose un problème économique et social particulier, mais la concordance des cinq crée une situation beaucoup plus dangereuse. Une société de l'exclusion se met en place avec ses mécanismes particuliers qui l'entretiennent. Elle recherche un débouché politique à deux niveaux: institutionnaliser des pratiques de survie qui dévient du cadre légal, et maintenir le flux d'aide que le reste du pays lui fait parvenir par redistribution. L'Europe n'a pas grand-chose à voir avec ces problématiques.

Diagonale. Cette analyse rapide pourrait faire croire qu'il n'existe que deux France. C'est oublier la large bande du territoire qui s'étend, en diagonale, de la Garonne inférieure à la Champagne-Ardenne. On peut constater sur les cartes que, pour la plu-

part des cinq indices, la situation est intermédiaire. Plus de pauvreté relative mais pas trop, plus de charge de RMI mais pas autant qu'au nord et au sud, un chômage moyen, de même que la fréquence des familles monoparentales et de l'activité féminine. Pourtant, cette vaste zone n'a pas hésité entre le oui et le non. Elle a dit non avec de forts pourcentages. On retrouve au niveau géographique ce que l'on connaît au niveau social et politique: le centre a été laminé. Le centre social avec une partie des classes moyennes gagnée au non, le centre politique avec l'un des deux partis de gouvernement gangrené par le non malgré ses intentions, et, pour finir, le centre géographique, cette « diagonale du vide » dont même la population plus clairsemée s'est rangée du côté des adversaires de la Constitution. ◀

HERVÉ LE BRAS